



**MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
COHÉSION DES TERRITOIRES
MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mission d'inspection générale territoriale (MIGT) Paris

Rapport d'activité collectif 2021



Table des matières

Table des matières.....	3
Le mot de la coordonnatrice.....	5
1 Un périmètre d'intervention régional aux enjeux et défis multiples.....	6
2 Des missions diversifiées dans un contexte pas encore totalement stabilisé	10
2.1 Des missions largement territorialisées	10
2.2 Faits marquants ou nouveaux en 2021	11
2.3 Quelques tendances générales observées en 2021	12
3 Les activités 2021 en quelques zooms	14
3.1 Missions d'inspection (hors ISST) et d'audit interne.....	14
3.2 Missions de conseil ou d'expertise.....	15
3.3 Missions d'inspection santé et sécurité au travail (ISST)	16
3.4 Missions de suivi des carrières des cadres supérieurs du pôle ministériel	17
3.5 Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe)	18
4 L'organisation et le fonctionnement de la MIGT Paris	21
5 Formation, développement des compétences, participation à diverses instances et missions <i>intuitu personae</i>	22
5.1 Formations suivies ou délivrées	22
5.2 Participation aux collèges du CGEDD.....	22
5.3 Missions <i>intuitu personae</i>	22
Annexes.....	23
1 Détail de l'activité de la MIGT Paris en 2021	24
2 Détail des missions principales assurées par les membres et chargés de mission en 2021 (hors ISST).....	25
3 Le détail des missions assurées par les ISST en 2021.....	26

4	Les effectifs de la MIGT Paris	27
5	Répartition géographique des IGRH à la MIGT Paris	28
6	Quelques données caractérisant la mission RH de la MIGT Paris en 2021	29
7	Répartition des activités des trois MRAe sur l'année 2021	31
8	Participation des agents de la MIGT aux collèges du CGEDD	32
9	Glossaire des sigles et acronymes.....	33

Le mot de la coordonnatrice

Tout comme 2020, l'année 2021 a été marquée par une situation sanitaire dégradée liée à la crise COVID, qui a impacté l'organisation du travail de l'équipe de la mission d'inspection générale territoriale (MIGT) de Paris, particulièrement au cours du premier semestre. L'adaptation grandissante au télétravail, ainsi que l'amélioration des moyens numériques et téléphoniques mis à disposition ont cependant permis à chacune et chacun d'exercer ses activités dans des conditions optimisées.

L'activité de la MIGT Paris a été particulièrement marquée par ses contributions à la démarche stratégique « Avenir du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) » tout au long de l'année 2021, via la participation de plusieurs de ses membres aux groupes de travail instaurés et à la finalisation de leurs propositions en vue du séminaire conclusif qui a réuni l'ensemble des agents du CGEDD le 30 septembre 2021, puis via la préparation de la mise en œuvre des actions décidées, dans un contexte de réforme de la haute fonction publique de l'État.

L'activité a également été dominée par l'appui apporté par les inspecteurs généraux ressources humaines (IGRH) aux quelques 1000 cadres supérieurs exerçant dans le périmètre de la MIGT Paris, ainsi que par les travaux des autorités environnementales, dont le volume global de dossiers traités s'élève à 900 (contre 740 en 2020, mais 1380 en 2019) et la sollicitation croissante des inspecteurs santé sécurité au travail (ISST) en appui aux services dans les territoires.

Comme les années précédentes, la MIGT Paris a largement contribué aux missions de conseil et d'expertise, mais aussi d'audits, coordonnées par les sections du CGEDD, notamment l'audit de l'établissement public foncier d'Île-de-France. La participation aux travaux des collèges a également mobilisé la MIGT Paris, notamment au titre de co-coordonnateurs pour deux de ses membres.

Alors qu'elle ne l'avait pas été depuis 2018, la MIGT Paris a été mobilisée pour contribuer à des missions d'évaluation au second niveau des dégâts causés sur les biens des collectivités locales suite aux intempéries survenues fin janvier 2021, en particulier dans les départements du sud-ouest.

Elle a enfin contribué à l'expérimentation, conduite par le ministère de l'intérieur, d'extension aux directeurs et directeurs adjoints de directions départementales interministérielles (DDI) de l'évaluation à 360° mise en place depuis plusieurs années pour le corps préfectoral.

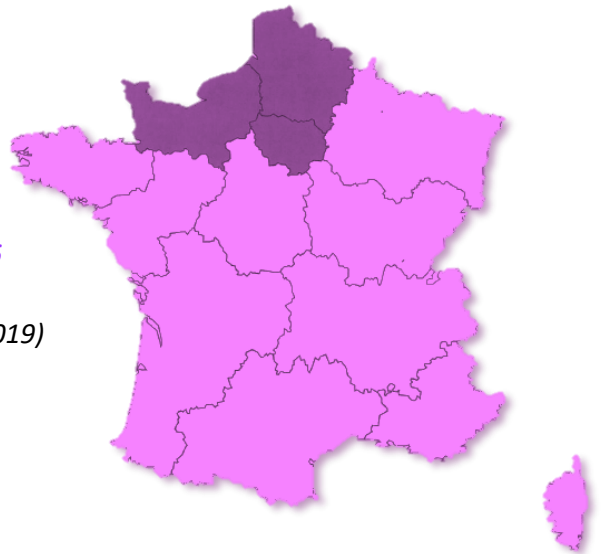
1 Un périmètre d'intervention régional aux enjeux et défis multiples

La mission d'inspection générale territoriale (MIGT) Paris est une entité du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD)¹.

Le périmètre de compétence de la MIGT Paris, s'étend, depuis janvier 2020, sur les **trois régions** suivantes : **Hauts-de-France, Île-de-France et Normandie**, ainsi que leurs **18 départements**. Les membres permanents et les chargés de missions de la MIGT sont cependant susceptibles d'intervenir également sur tout le territoire national.

Un périmètre d'activité correspondant à :

- **14%** de la surface de l'Hexagone (74 000 km²) ;
- Un tiers de la population métropolitaine avec **21,6 millions d'habitants** ;
- **42%** du PIB national avec 988 milliards d'euros (2019)



L'année 2021 a confirmé la cohérence de ce périmètre au regard des enjeux de transition écologique et énergétique portés par le pôle ministériel, dont ses territoires, confrontés à des défis climatiques, économiques et sociaux majeurs, s'emparent de manière différenciée.



¹ Décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 relatif au CGEDD.



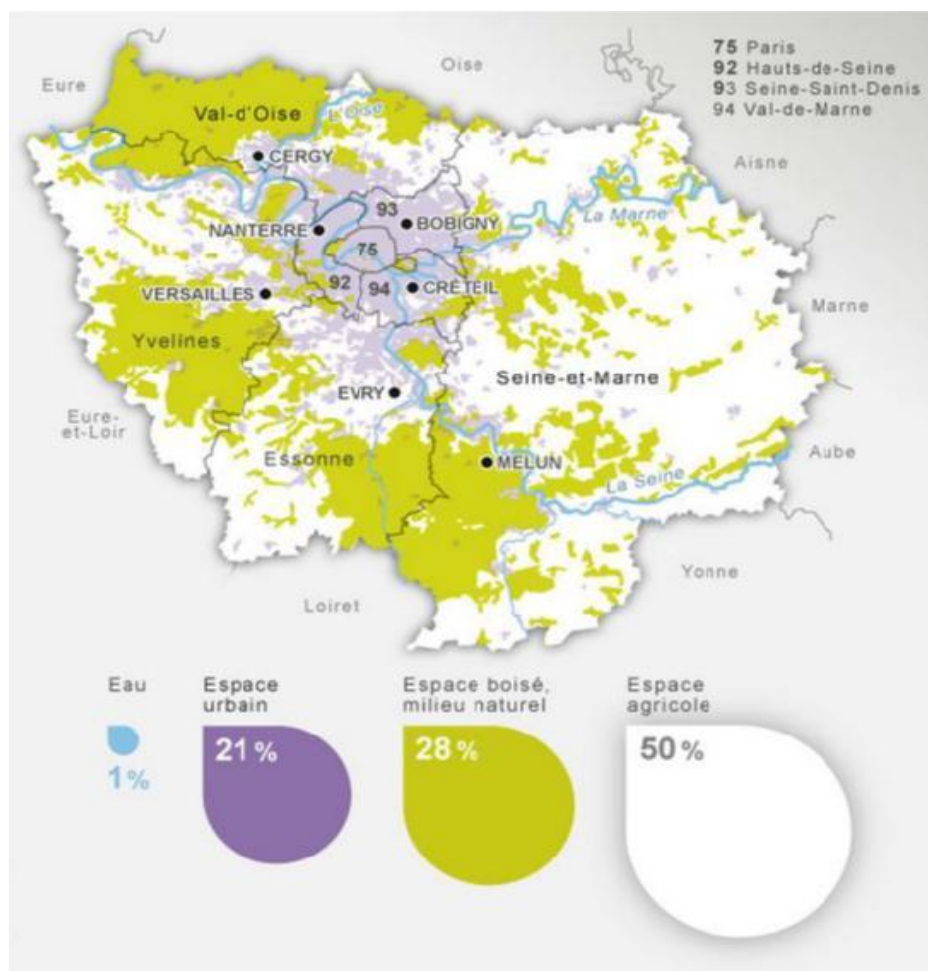
Située entre la mer la plus fréquentée du monde et la région capitale, la Normandie est une terre industrielle, logistique et portuaire qui met en œuvre de profonds redéploiements et connaît des enjeux de risques naturels (inondation, gestion du trait de côte, submersion marine) et industriels très forts (cf. l'incendie Lubrizol en septembre 2019). Le transport décarboné y est également un défi pour accompagner le développement économique (création d'HAROPA

PORT, le 1^{er} juin 2021, grand port fluvio-maritime de l'axe Seine). Elle offre de grandes richesses environnementales à préserver ou reconquérir et présente un fort potentiel en énergies renouvelables marines le long de ses quelques 600 kilomètres de côtes.

Comptant, quant à elle, près de 180 km de côte et 500 km de frontière, la région des Hauts-de-France constitue un carrefour stratégique de communication et de transports au cœur du triangle Paris-Bruxelles-Londres. Son économie est très développée (c'est la première région en nombre de sites Seveso seuil haut), mais en reconversion, avec des indicateurs sanitaires et sociaux dégradés et un fort émiettement territorial (le bassin minier y est particulièrement fragile). Deuxième région la plus dense après l'Île-de-France (avec de fortes disparités), c'est aussi la seconde plus jeune de métropole (plus de 25 % de moins de 20 ans). Elle est également fortement exposée aux risques technologiques et naturels et l'un de ses défis majeurs est l'aménagement à grand gabarit du canal Seine-Nord Europe, dont les premiers travaux ont débuté en 2021 dans l'Oise, près de Compiègne.



Première région économique française, l'**Île-de-France** offre quant à elle un contraste important entre les départements de grande couronne, agricoles et boisés, et les départements de Paris et petite couronne, très urbanisés. Avec une densité de population plus de 10 fois supérieure à la moyenne des autres régions de métropole, elle connaît de forts enjeux en termes de production de logements, d'adaptation du parc existant (rénovation énergétique, copropriétés dégradées, habitat indigne), de politiques sociales du logement (accès et hébergement), mais aussi d'aménagement et de transport (200 km et 68 gares en construction pour le réseau du métro automatique du Grand Paris Express ; deuxième plateforme fluviale d'Europe), notamment dans la perspective des futurs Jeux olympiques de l'été 2024.



Plusieurs axes forts des politiques publiques relevant du pôle ministériel appellent dans ces trois régions une vigilance particulière :

- la **sobriété foncière**, avec la lutte contre l'artificialisation des sols et l'étalement urbain ;
- le développement des filières énergétiques décarbonées, notamment l'éolien terrestre et la méthanisation – qui font face à des oppositions croissantes –, mais aussi l'**hydrogène** ;
- le renforcement de la protection des espèces et des espaces naturels ;

- la **qualité de l'air** et la congestion des métropoles, avec un projet de mise en place d'une zone à faible émission à l'intérieur du Grand Paris (premier risque environnemental subi par les franciliens) et de la métropole lilloise ;
- la **revitalisation des territoires**, notamment ruraux, au travers par exemple du dispositif action cœur de ville, des opérations de revitalisation de territoire (ORT) et du programme petites villes de demain.

Sur l'ensemble de ce vaste territoire, les emplois ministériels des trois zones de gouvernance représentent **7095 ETP** au 31 décembre 2021 (soit 25 % des effectifs ministériels en services déconcentrés) et plus de **15 700 agents dans les EPF, EPA et EP** sous tutelle ministérielle (au 1^{er} mai 2020). La MIGT Paris collabore ainsi avec **21 services** du pôle ministériel (deux directions régionales et interdépartementales d'Île-de-France, deux directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), deux directions des routes, une direction interrégionale de la mer et 14 directions départementales des territoires - DDT(M)).



Le Pont de Normandie

2 Des missions diversifiées dans un contexte pas encore totalement stabilisé

2.1 Des missions largement territorialisées

La MIGT Paris mène sur son territoire ou participe au plan national à des missions de conseil, d'expertise, d'étude, d'évaluation, d'inspection, d'audit, d'appui et d'accompagnement dans les domaines de l'environnement, des transports, du bâtiment et des travaux publics, de la mer, de l'aménagement et du développement durables des territoires, du logement, de l'urbanisme, de la politique de la ville, de la transition écologique, énergétique et du changement climatique.

La MIGT est également chargée de missions d'inspection générale portant sur la régularité, la qualité et l'efficacité de l'action des services de l'État placés sous l'autorité des ministres de la transition écologique (MTE), de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales (MCTRCT) et de la mer (MM), ainsi que de certains établissements publics placés sous leur tutelle. Elle contribue par ailleurs aux missions interministérielles d'évaluation des services départementaux (directions départementales interministérielles – DDI) qui ont été placés depuis août 2020 sous l'autorité du ministre de l'intérieur² et aux missions d'inspection santé sécurité au travail conduites par des inspecteurs spécialisés (ISST).

Par ailleurs, la MIGT Paris assure le suivi des carrières des cadres supérieurs du pôle ministériel (MTE-MCTRCT-MM) en poste dans sa zone d'action. Elle propose des entretiens d'orientation, harmonise leurs primes, donne également un avis harmonisé sur les propositions de promotion et contribue aux revues des cadres supérieurs. L'effectif suivi par la MIGT Paris est de **976 cadres supérieurs** (au 31 décembre 2021).

Enfin, elle contribue aux missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) chargées, dans chacune des trois régions de la MIGT, de rendre des décisions de soumission (ou non) à évaluation environnementale des dossiers de plans-programmes qui lui sont transmis, et d'émettre des avis sur la qualité des évaluations environnementales et la prise en compte de l'environnement et de la santé humaine par les projets et les plans-programmes soumis à son examen.

Article 15 du décret n° 2015-1229 modifié du 2 octobre 2015 relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable

« Les groupes permanents formés au sein du Conseil général de l'environnement et du développement durable pour assurer l'inspection de services déconcentrés dont les missions s'exercent dans les limites d'une même circonscription portent le nom de mission d'inspection générale territoriale (MIGT).

Les missions d'inspection générales territoriales contribuent, dans le territoire de leur circonscription, à la mission d'orientation, de suivi personnalisé et de valorisation des compétences des membres des corps d'encadrement supérieur mentionnée au IV de l'article 1er.

Le vice-président fixe le nombre des missions d'inspection générale territoriales et le périmètre de leur circonscription. »

² Décret n° 2020-1050 du 14 août 2020, publié au JO du 15 août 2020, qui rattache désormais les directions départementales interministérielles (DDI) au ministre de l'intérieur

2.2 Faits marquants ou nouveaux en 2021

En 2021, la MIGT Paris a poursuivi sa participation, sur le ressort territorial dont elle a la charge, aux principales missions du CGEDD détaillées ci-dessus.

L'impact de la crise sanitaire, pour une deuxième année consécutive, a été contenu et n'a affecté notablement ni le rythme ni le volume de ses différentes missions, avec cependant quelques nuances précisées plus loin.



L'équipe de la MIGT a connu un départ à la retraite, celui d'Isabelle Raymond-Maugé, à l'été 2021. **Édith Châtelais** lui a succédé dès le 15 mars 2021, en reprenant notamment ses fonctions d'IGRH. La MIGT a également accueilli **Gérard Châtaigner** en juin 2021, notamment sur les fonctions d'IGRH. A partir de l'été 2021, la MIGT est donc passée au total de 16 à 17 agents (14 A et 3 B).

Pour autant, les deux principaux faits marquants en 2021 ont été la mobilisation de l'ensemble du CGEDD, dont les membres de la MIGT Paris, autour de la **démarche stratégique « Avenir du CGEDD »** initiée au second semestre 2020. La conduite de cette démarche s'est trouvée confortée en cours d'année 2021 par le lancement d'une réforme de la haute fonction publique, qui aura notamment pour conséquence la transformation à venir du conseil général en inspection générale et la fonctionnalisation de ses emplois.

Parmi les six groupes de travail mis en place entre avril et octobre 2021 sur « Avenir du CGEDD », trois ont bénéficié des contributions de plusieurs membres de la MIGT Paris, notamment sur les sujets relatifs au pilotage des missions, à la coopération interne et à la gouvernance du CGEDD.

Les décisions d'évolution prises en fin d'année 2021 sur la base des travaux produits par ces groupes se sont notamment traduites dans un premier arrêté ministériel du 22 décembre 2021, créant une nouvelle section, en renommant d'autres, et prévoyant la mise en place d'un **double rattachement** des membres permanents et chargés de mission du CGEDD dès début 2022.

Sur un autre plan, le principal fait nouveau a été la contribution de la MIGT Paris, via sa coordonnatrice, à l'expérimentation conduite par le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation (CSATE) du ministère de l'intérieur relative à l'évaluation à 360° des directeurs et directeurs adjoints de directions départementales interministérielles (DDI).

2.3 Quelques tendances générales observées en 2021

En 2021, la capacité d'action des membres permanents et chargés de mission de la MIGT Paris représente **2710 jours de travail**. Elle se répartit en pourcentage sur neuf activités répertoriées dans l'outil Ohris de suivi de l'activité et se traduit de la manière suivante :

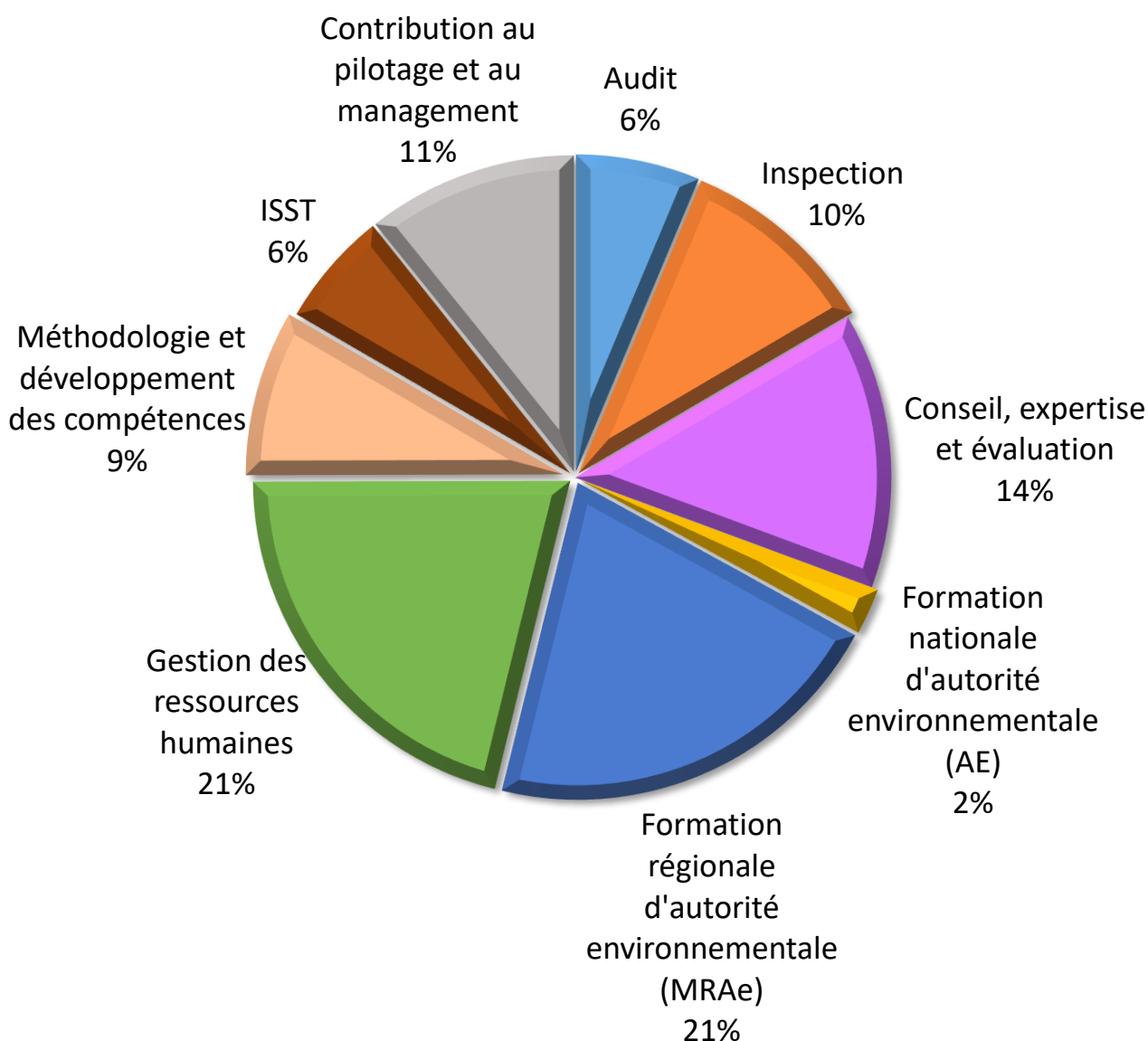
- prépondérance, à parts sensiblement équivalentes (21%), des activités IGRH et autorités environnementales régionales ;
- les activités d'inspections (y compris ISST) et d'audits sont représentées à hauteur de 16 %, tout comme les missions de conseil et d'expertise (incluant l'appui ponctuel à l'autorité environnementale nationale - Ae) ;
- arrivent ensuite le pilotage et le management (11%), le développement des compétences, y compris via la participation aux collèges (9%) et les activités de participation aux CHSCT et de conseil et d'expertise réalisées par les ISST (6%).

Activités MIGT Paris	2019	2020	2021
Audits, inspections (dont ISST), écoutes	27 %	16 %	16 %
Conseil et expertise (dont Ae)	14 %	10 %	16 %
Gestion des ressources humaines (dont IGRH)	14 %	17 %	21 %
MRAe	17 %	21 %	21 %
Management et pilotage	11 %	15 %	11 %
Développement des compétences	11 %	9 %	9 %
Conseil et CHSCT ISST	6 %	12 %	6 %

Il ressort nettement du tableau ci-dessus que l'effondrement de la part des activités d'audits et d'inspections observé en 2020 s'est maintenu dans des proportions semblables en 2021. Il résulte à la fois des effets de la crise sanitaire, notamment sur les inspections ISST, comme du choix fait par le CGEDD de réduire / revoir le format des inspections et évaluations de services.

Si la part des activités MRAe se maintient en 2021, après un accroissement entre 2019 et 2020 lié au renforcement de la MIGT Paris avec l'arrivée de deux chargés de mission, les activités ressources humaines ont poursuivi significativement leur hausse pour, à la fois, répondre aux attentes des cadres supérieurs, poursuivre la professionnalisation des IGRH, contribuer activement aux travaux de leur réseau des IGRH et répondre à de nouvelles sollicitations (harmonisation de second niveau de la promotion des IPEF, mission d'évaluation conduite en lien avec le conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation - CSATE). Après une hausse notable en 2020, première année « sous Covid », de la part des rubriques « management et pilotage » et « conseil et CHSCT ISST », celles-ci ont peu ou prou retrouvé en 2021 leur niveau antérieur.

Activités de la MIGT PARIS en 2021



3 Les activités 2021 en quelques zooms

3.1 Missions d'inspection (hors ISST) et d'audit interne

Rappel succinct du contenu de ces missions

Fin 2019, le CGEDD a souhaité privilégier la conduite d'audits à celle d'inspections, réservant ces dernières à deux types d'investigation (en cas de dysfonctionnements ou de crise ; pour vérifier si et comment une réglementation ou des instructions sont appliquées). Une programmation annuelle glissante, validée par le comité ministériel d'audit interne (CMAI), identifie une douzaine de missions mobilisant au moins un auditeur confirmé. Les audits portent notamment sur la gouvernance de services ou d'établissements publics, la mise en œuvre de politiques publiques, les fonctions support. S'y sont ajoutés en 2021 des audits « flash » portant sur la mise en œuvre du plan national de relance et de résilience.

Faits marquants

La MIGT Paris a contribué à la conduite de six audits en 2021, dont deux de structures (concernant la DIRM MEMN et l'EPFIF), deux d'évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques (prévention des risques naturels et technologiques en Centre-Val-de-Loire, politiques du logement en Pays de Loire, non abouti), et deux de processus (marchés publics en administration centrale et dématérialisation des actes de gestion financiers). Le détail des missions terminées ou initiées en 2021 figure en annexe. Parallèlement, la MIGT Paris a continué à contribuer à l'essaimage de la méthodologie d'audit pour les autres typologies de missions.

À titre d'illustration, l'audit de l'établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF) a pu confirmer que cet établissement demeure l'acteur de référence en matière de stratégies foncières en Île-de-France, au service des politiques publiques tant de l'État que des collectivités locales. Toutefois, des améliorations restent à mener pour que la réflexion prospective réponde plus précisément aux enjeux renouvelés de l'aménagement de l'Île-de-France, notamment en matière de développement économique et de sobriété foncière. L'ensemble des acteurs de la filière (tutelles et établissement) sont également invités à un investissement plus ambitieux, y compris sur le plan financier, pour engager des projets de moyen et long termes.

Trois enquêtes administratives ont par ailleurs été diligentées dans des services du périmètre de la MIGT Paris, dont deux au niveau départemental et une au niveau régional.

Ressources en action

Isabelle Bachelier-Vella, Marie-Claire Bozonnet, Hugues Corbeau, Pierre Noualhaguet et Isabelle Raymond-Maugé ont participé à ces missions d'audit interne en 2021.

3.2 Missions de conseil ou d'expertise

Rappel succinct du contenu de ces missions

Sollicitées par les ministres, ces missions mobilisent l'expertise technique, économique et financière des membres du CGEDD pour apporter analyses, conclusions et recommandations sur des thématiques embrassant l'ensemble des politiques publiques du pôle ministériel (MTE-MCTRCT-MM).

Faits marquants

En matière de conseil et d'expertise, plusieurs missions ont pu être réalisées impliquant les membres de la MIGT Paris. Le détail en est donné en annexe.



Ces missions ont porté par exemple sur l'évaluation de la réglementation (évolution du contrôle du respect des règles de construction vers un régime d'attestations généralisé ; aménagement du principe du cumul entre cautionnement et assurance garantissant les obligations locatives du locataire, etc.), sur l'évolution d'outils techniques ou financiers (évaluation des besoins en réseaux de surveillance en appui à la politique de l'eau, évolution des outils de financement dédiés aux navires, etc.) ou encore sur le modèle économique de la fourniture de carburants alternatifs dans les ports. La MIGT Paris a par ailleurs été mobilisée sur **sept Instructions** de dossiers relevant de l'autorité environnementale nationale (Ae du CGEDD).

Parallèlement, la MIGT Paris a continué à contribuer à l'essaiage de la méthodologie d'audit pour les autres typologies de missions.



Ressources en action

Farida Baba-Mabrouki, Isabelle Bachelier-Vella, Marie-Claire Bozonnet, Hugues Corbeau, Gérard Chataigner, Philippe Gratadour, Noël Jouteur et Pierre Noualhaguet ont participé à ces missions de conseil et d'expertise en 2021.

3.3 Missions d'inspection santé et sécurité au travail (ISST)

Rappel succinct du contenu des missions assurées par les ISST



Acteurs essentiels de la sécurité et santé au travail, les ISST réalisent des actions de proximité variées participant activement à la détection en amont de difficultés des services et agents et à leur résolution.

Faits marquants

Le contexte de 2021 a appelé une vigilance renforcée des ISST en raison de la poursuite de la crise sanitaire mais aussi du départ de plusieurs assistants et conseillers de prévention des services, à la suite de la mise en place des secrétariats généraux communs départementaux (SGCD) en début d'année ou de la mutualisation de la fonction au niveau central au sein de deux établissements publics.

Un accompagnement spécifique a été apporté dans le cadre de la fusion des services au sein de la DRIEAT. Un ISST, engagé dans un groupe de travail sur les violences sexistes et sexuelles, a notamment contribué à l'établissement de fiches sur ce sujet à destinations des DDI et de leurs agents.



Un désaccord sérieux et persistant, ayant donné lieu à la sollicitation de l'inspection du travail par les représentants des organisations syndicales a aussi été traité en 2021.

Les ISST de la MIGT Paris ont participé à plus de **210 réunions de CHSCT** permettant de constater la poursuite de la bonne prise en compte du risque biologique spécifique à la pandémie parmi les mesures mises en place par les services et de renouveler conseils et expertises auprès de ces derniers.

La crise sanitaire a modifié durablement les organisations de travail en favorisant le recours au télétravail. Les effets à plus long terme de ce nouveau mode d'organisation généralisé du travail sur la santé sécurité et les conditions de travail des agents restent à évaluer.

Neuf missions d'inspection ont été conduites (débutées ou terminées) en 2021 sur le territoire de la MIGT Paris ou sur le reste du territoire national. Le détail de ces missions figure en annexe.



1. Direction Générale de l'Aviation Civile – Paris
2. Direction de la Sécurité de l'aviation civile Centre-Est
3. Direction de la Sécurité de l'aviation civile Ouest
4. Direction Départementale des Territoires – Indre et Loire (DDT 37)
5. Direction territoriale Normandie-Centre du CEREMA
6. Météo-France SGS- DG – Commerce
7. Météo-France – Direction Centre-Est
8. DREAL Hauts-de-France
9. DREAL Centre Val-de-Loire

Ressources en action

Gina Juvigny, Claire-Marie N'Guessan et François Porte, les trois ISST rattachés à la MIGT Paris, interviennent de manière prépondérante sur le territoire de la MIGT mais peuvent également être mobilisés en dehors de ce périmètre en fonction d'une liste de services ou d'établissements attribués spécifiquement à chaque ISST du CGEDD.

3.4 Missions de suivi des carrières des cadres supérieurs du pôle ministériel

Rappel succinct du contenu des missions assurées par les IGRH

L'équipe des IGRH de la MIGT propose des entretiens aux cadres supérieurs relevant de la gestion du pôle ministériel sur son territoire (hors administrations centrales), dits entretiens « d'orientation », qui font l'objet d'une fiche de compte-rendu (dite « Fidor »). Outre les agents en fonction dans les services déconcentrés du pôle, ils suivent également les agents en détachement en collectivités locales, dans des établissements publics ou dans d'autres entités telles que des GIE, GIP sur le territoire d'intervention de la MIGT.

Les IGRH contribuent, aux côtés de la coordonnatrice de la MIGT Paris, à l'harmonisation des propositions d'avancement émanant des services de son périmètre. La MIGT Paris procède par ailleurs à l'harmonisation des primes pour le corps des ITPE (cette fonction s'éteindra avec la mise en œuvre du RIFSEEP). La MIGT Paris porte auprès des cadres dirigeants en poste sur son territoire, une attention spécifique (situation professionnelle, aspirations, perspectives d'évolution). Elle contribue à l'élaboration et au suivi du vivier des futurs cadres dirigeants via une revue annuelle avec la délégation aux cadres dirigeants.

Faits marquants

L'accompagnement des cadres supérieurs s'est intensifié en cette deuxième année de crise sanitaire et a de fait été majoritairement réalisé en visioconférence et en entretien téléphonique.

976 cadres supérieurs ont été accompagnés, appartenant à une dizaine de corps différents.

268 entretiens d'orientation ou de suivi (pour les cadres dirigeants) ont été réalisés, dont 206 ont fait l'objet d'une fiche de compte-rendu.

80 entretiens ont été réalisés dans le cadre de l'harmonisation des promotions (33 promus).

Par ailleurs, la coordonnatrice de la MIGT a contribué, pour la deuxième fois, à l'harmonisation de second niveau pour les promotions à ingénieur en chef et à ingénieur général dans le corps des IPEF.

Elle a également participé à l'expérimentation interministérielle coordonnée par le Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation (CSATE) visant à élargir aux emplois de directeurs et de directeurs adjoints le dispositif d'évaluation à 360° mis en place depuis plusieurs années pour les membres du corps préfectoral. Elle a ainsi procédé à l'évaluation, en binôme avec un préfet du CSATE, d'un directeur départemental des territoires.

Ressources en action

Corinne Etaix, Hugues Corbeau, Philippe Gratadour, Édith Châtelais depuis mars 2021 et Gérard Châtaigner depuis septembre 2021 (succédant à Dominique Mortelecq) exercent les fonctions d'IGRH.

Ils sont assistés, tout au long de l'année, par Farida Baba-Mabrouki, secrétaire générale de la MIGT Paris, et par Annie Goumin, gestionnaire RH, tant dans l'organisation des entretiens annuels que pour l'analyse et la préparation des dossiers d'avancement et de promotion.

3.5 Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe)

Rappel succinct du contenu de la mission

Les MRAe d'Île-de-France, des Hauts-de-France et de Normandie sont chargées, dans chacune des trois régions de la MIGT Paris, de rendre des décisions de soumission (ou non) à évaluation environnementale sur des dossiers de plans-programmes qui leur sont transmis (parmi lesquels de nombreux documents d'urbanisme), et d'émettre des avis sur la qualité des évaluations environnementales et sur la prise en compte de l'environnement par les projets et les plans-programmes soumis à leur examen.

Renouvelées en 2020, elles ont adopté la même année leur nouveau règlement intérieur ainsi que les conventions relatives à l'organisation et au fonctionnement de chacune d'entre elles avec leur service régional d'appui (signées en 2020 et 2021), accessibles sur le site *internet* des MRAe.

Faits marquants

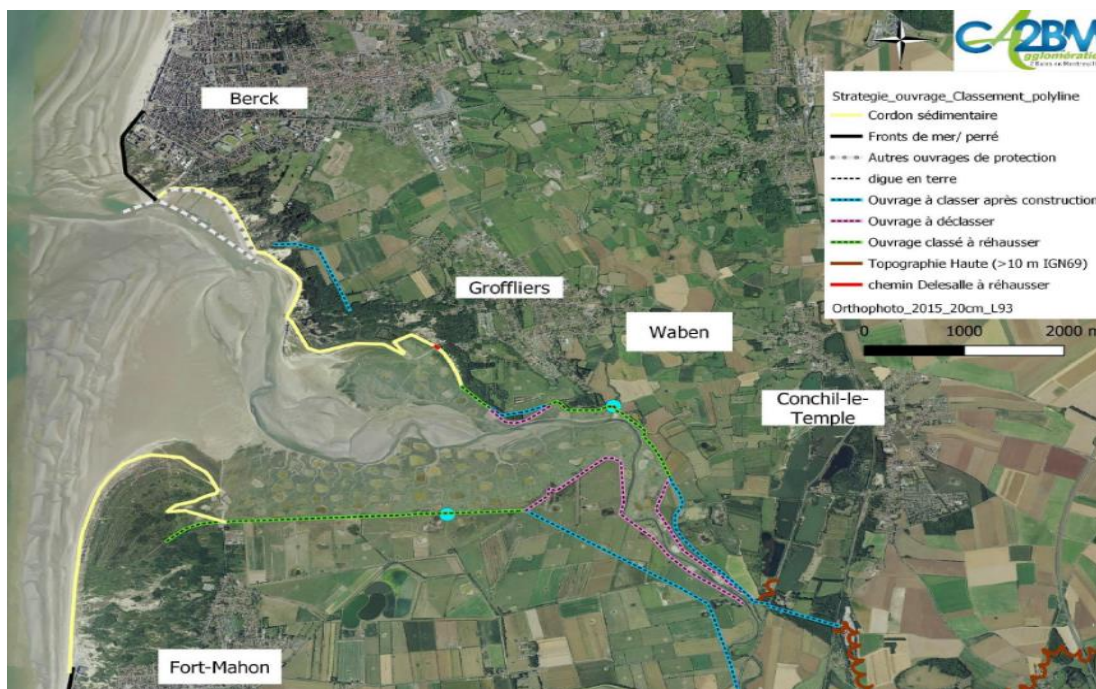
À l'échelle des trois régions, l'année 2021 a été marquée par une reprise d'activité à la suite notamment des périodes de confinement sanitaire liées à la pandémie de Covid 19, mais également du renouvellement des exécutifs locaux issus des scrutins des 15 mars et 28 juin 2020. Cette reprise s'illustre par une augmentation globale du nombre de dossiers dont ont été saisies les MRAe, de l'ordre **de 22 % par rapport à 2020**, alors que ce nombre avait chuté de plus de 36 % entre 2019 et 2020. Toutefois, cette reprise est inégale selon les régions et les types de saisine : elle concerne nettement les demandes d'examen au cas par cas des deux grandes régions (Hauts-de-France et Île-de-France), dont le nombre a augmenté respectivement de près **de 62 % et de 42 %**, alors que leur nombre d'avis sur plans et programmes et sur projets est resté assez stable. En Normandie, cette stabilité est constatée globalement, ainsi que pour chaque type de saisine.



Le tramway du Havre

Les points d'attention des autorités environnementales régionales sont demeurés axés sur la sobriété en matière de consommation d'espace et d'artificialisation des sols, sur une prise en compte plus nette et déterminée de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique par les documents d'urbanisme et les projets (dans l'usage de l'eau, les mobilités, les constructions, les risques littoraux ou terrestres, etc.), et sur la préservation renforcée des écosystèmes et de la biodiversité, singulièrement les zones humides. Une montée en puissance des projets éoliens, photovoltaïques, logistiques a été constatée, tandis que les documents stratégiques ou de planification comme les schémas de cohérence territoriale et les plans climat air énergie territoriaux semblent avoir marqué le pas.

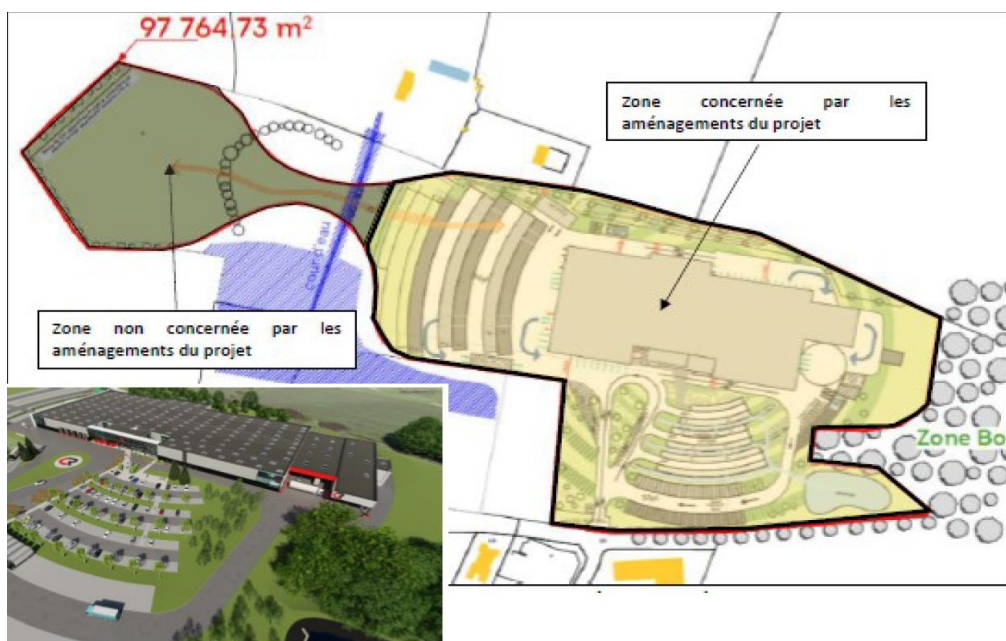
La **MRAe Hauts-de-France** a en particulier examiné le projet du système d'endiguement Authie Nord et a contribué au cadrage préalable de la mise en œuvre opérationnelle du programme d'actions pour la prévention des inondations (PAPI) Bresle-Somme-Authie avec trois systèmes d'endiguement. En ce qui concerne ces projets liés au recul du trait de côte consécutif au changement climatique, quelques perspectives à l'horizon 2065 ont été développées permettant de prévoir de nouveaux systèmes d'endiguement rehaussés avec des hauteurs d'eau supplémentaires de 1 à 1,5 mètre. Une interrogation demeure quant à l'augmentation prévisionnelle du niveau moyen de la mer, les ouvrages assurant seulement une protection contre un événement de période de retour décennal. Elle a aussi examiné le projet stratégique du grand port maritime de Dunkerque. Enfin, elle a porté une attention particulière à l'impact du développement des éoliennes sur les chauves-souris, notamment les espèces telles que la Noctule commune dont les populations baissent très fortement de ce fait.



Stratégie d'intervention sur le système de protection en baie d'Authie

La MRAe **Île-de-France** a examiné le projet de plan climat-air-énergie territorial (PCAET) de la communauté d'agglomération de Rambouillet Territoires (Yvelines). Le PCAET doit mettre en cohérence les politiques publiques et les initiatives des acteurs du territoire, avec notamment pour finalités l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, la transition énergétique et l'amélioration de la qualité de l'air.

De son côté, la **MRAe Normandie** a notamment examiné le projet de construction d'une usine à Coutances (Manche) et la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) communal, dans le cadre d'une déclaration de projet. L'évaluation environnementale a été menée au titre d'une procédure commune portant à la fois sur le projet et sur la mise en compatibilité du PLU. L'objectif du projet était de conforter l'activité de l'entreprise, dont le site actuel au sein d'une zone d'activités n'est plus adapté, par une réorganisation de l'outil industriel et un déménagement de l'usine dans un autre secteur de la commune.



Ressources en action

MRAe Hauts-de-France : Philippe Gratadour et Pierre Noualhaguet sont membres permanents.

MRAe Normandie :

Corinne Etaix préside la MRAe Normandie
Sophie Nicolas-Nelson en assure le secrétariat
Marie-Claire Bozonnet, Édith Châtelais et Noël Jouteur ont membres permanents.

MRAe Île-de-France : Noël Jouteur est membre permanent.

4 L'organisation et le fonctionnement de la MIGT Paris

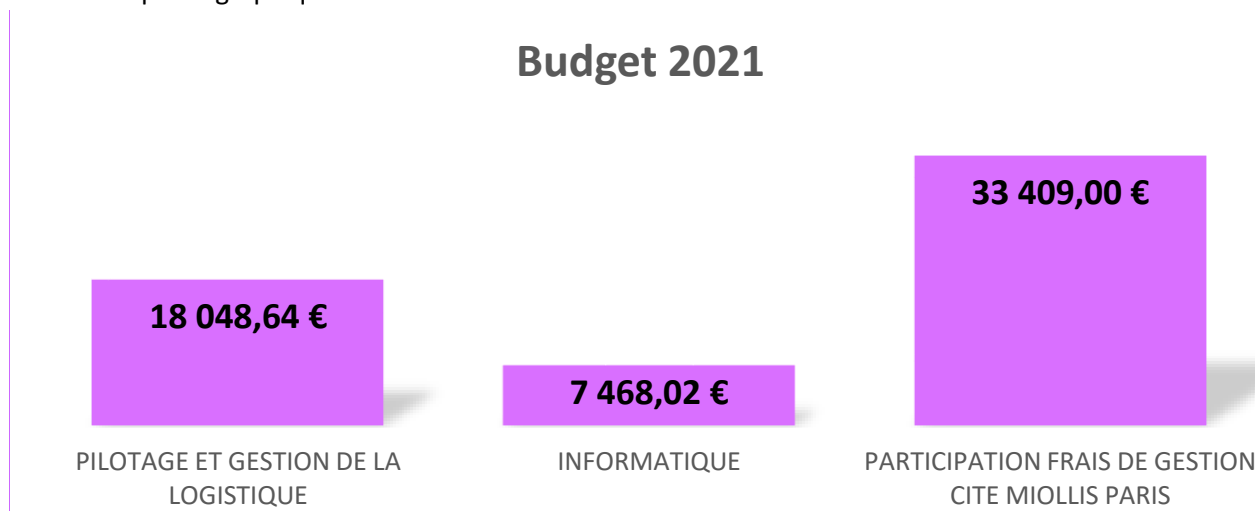
DRIEAT
Île-de-France

L'implantation administrative de la MIGT Paris se situe dans les locaux de la nouvelle direction régionale et interdépartementale de l'équipement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) née de la fusion en avril 2021 de la DRIEA et de la DRIEE. Les bureaux sont situés 21-23 rue Miollis, dans le 15^{ème} arrondissement de Paris.



Le fonctionnement de la MIGT est assuré par un secrétariat général qui est composé d'une équipe restreinte. Outre la secrétaire générale, trois agents de catégorie B, dont l'assistante de la coordinatrice (pour la moitié de son temps), viennent en appui des inspecteurs et ingénieurs pour la gestion et le fonctionnement de la MIGT Paris. Les tâches assurées sont diverses, que ce soit dans le suivi de la carrière des agents, la gestion de leurs déplacements, l'appui budgétaire, comptable et logistique (achat de matériels divers, outils informatiques, gestion des trois véhicules de la MIGT, etc...). Ce dernier appui est tout particulièrement confié à Marie-Chantal Jean-Louis.

À la différence des autres MIGT, la MIGT Paris gère directement son enveloppe budgétaire pour le fonctionnement du service. Comme en 2020, le budget 2021 a été impacté par la situation sanitaire, les agents ont notamment effectué moins de déplacements que les années précédentes. Ce budget se décompose de la manière suivante : les charges immobilières et frais de gestion du site représentent un montant de 33 409 €, l'informatique et la bureautique consomment un montant de 7 468 € et le pilotage et la gestion courantes logistiques représentent environ 18 000 €. Le montant total de **58 925€** est illustré par le graphique suivant :



5 Formation, développement des compétences, participation à diverses instances et missions *intuitu personae*

5.1 Formations suivies ou délivrées

Hugues Corbeau participe depuis plusieurs années comme rapporteur devant le jury, présidé par le Vice-Président du CGEDD, décernant le grand prix national de l'ingénierie (GPNI).

Isabelle Bachelier-Vella a piloté une formation à l'audit interne au sein de l'IGPDE.

Claire-Marie N'Guessan a poursuivi et finalisé sa formation initiale d'inspecteur en santé et sécurité au travail. Elle a aussi suivi une formation ponctuelle sur les violences sexistes et sexuelles.



5.2 Participation aux collèges du CGEDD

Les membres de la MIGT Paris ont participé en 2021 aux divers collèges du CGEDD. Le tableau synthétisant ces participations figure en annexe.

Isabelle Raymond-Maugé a assuré la co-coordination du collège « logement et cohésion sociale » jusqu'à son départ en retraite mi 2021.

Corinne Etaix a assuré la co-coordination du collège « audits et inspections » à partir de 2021 et jusqu'en fin d'année, date de réintégration de ce collège au sein de la nouvelle section AITAP en application des décisions issues de la démarche « Avenir du CGEDD ».

5.3 Missions *intuitu personae*

Corinne Etaix contribue, pour une petite part de son temps (inférieure à 10 %) aux activités de coaching individuel au sein de l'équipe des coachs internes des ministères, animée par la déléguée au conseil et à l'accompagnement managérial au sein du service du pilotage et de l'évolution des services.

Philippe Gratadour est membre titulaire de la commission administrative de l'aviation civile, au CGEDD.



Annexes

1 Détail de l'activité de la MIGT Paris en 2021

Activité des membres permanents et chargés de mission (y compris ISST)
en nombre de jours, répartis entre neuf activités identifiées avec l'outil Ohris

01 – Audit : 171,25

02 – Inspection : 277,25

03 - Conseil, expertise et évaluation : 382

05 - Formation nationale d'autorité environnementale (AE) :64

06 - Formation régionale d'autorité environnementale (MRAe) : 564,75

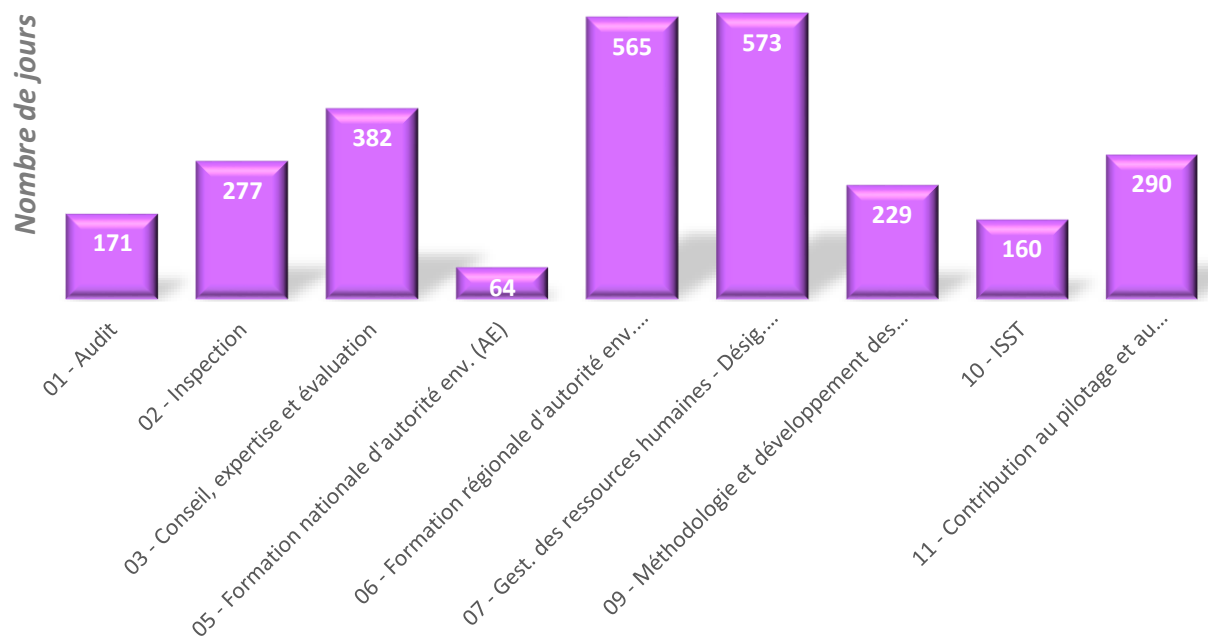
07 - Gestion des ressources humaines : 572,5

09 - Méthodologie et développement des compétences : 228,75

10 - ISST : 159,75

11 - Contribution au pilotage et au management : 290,25

ACTIVITES 2021 MIGT PARIS



2 Détail des missions principales assurées par les membres et chargés de mission en 2021 (hors ISST)

	Thématiques	Missions
Audit	<i>Comptable, Financier, Budgétaire</i>	Audit interne de la dématérialisation des actes financiers Audit du processus « marchés publics » en administration centrale
	<i>Audit métier RNT, EB, LPV, autres</i>	Audit de la mise en œuvre des politiques du logement par les services territoriaux en région Pays de Loire Audit RNT Centre Val de Loire
	<i>Audit d'organisation, de management ou de gouvernance</i>	Audit de la direction interdépartementale et régionale de la mer Manche Est – Mer du Nord (DIRM MEMN) Audit de l'établissement public foncier Île-de-France
Conseil, expertise et évaluation	<i>Conseil et expertise</i>	Évaluation de l'action interministérielle et de l'organisation de l'administration placée sous l'autorité du préfet de Seine-et-Marne Évolution du contrôle du respect des règles de construction vers un régime d'attestations généralisées Évaluation des besoins en réseaux de surveillance en appui à la politique de l'eau Évaluation des instituts pour la transition énergétique Aménagement du principe d'interdiction du cumul entre cautionnement et assurance garantissant les obligations locatives du locataire Les flux logistiques en agroalimentaire : l'avenir des modes massifiés Modèle économique de la fourniture de carburants alternatifs dans les ports Évolution des outils de financement dédiés aux navires français Gestion des dommages liés au retrait-gonflement des argiles sur le bâti existant État des lieux et perspectives des coopérations interdépartementales intéressant les directions départementales interministérielles (DDI) et l'administration territoriale de l'État
		<i>Évaluation des dégâts causés aux biens des collectivités territoriales</i>

3 Le détail des missions assurées par les ISST en 2021

	Thématiques	Missions
Inspection	<i>Santé et sécurité au travail</i>	<p>Inspection SST DGAC siège Paris Farman</p> <p>Inspection SST DGAC DSI</p> <p>Inspection SST CEREMA Dter Normandie Centre</p> <p>Inspection SST DDT 37</p> <p>Inspection SST Météo France DG-Commerce</p> <p>Inspection SST DREAL Hauts-de-France</p> <p>Inspection SST Direction de la sécurité aérienne Centre-Est</p> <p>Inspection SST Météo France DIR Centre Est</p> <p>Inspection DREAL Centre - Val de Loire</p>

4 Les effectifs de la MIGT Paris

Au 31 décembre 2021, la MIGT Paris compte 17 agents. Le tableau ci-dessous en dresse par ordre alphabétique la liste :

Farida Baba-Mabrouki	<i>Secrétaire générale et chargée de mission d'inspection, depuis mars 2021, succédant à Chantal Pedron-Bouttes</i>
Isabelle Bachelier-Vella	<i>Membre permanente</i>
Marie-Claire Bozonnet	<i>Membre permanente, membre de la MRAe Normandie</i>
Gérard Chataigner	<i>Membre permanent depuis juin 2021, IGRH depuis septembre 2021, responsable Qualité du CGEDD depuis fin 2021</i>
Edith Châtelais	<i>Membre permanente depuis mars 2021, succédant à Isabelle Raymond-Maugé, IGRH, membre permanente de la MRAe Normandie, et IGRH depuis mars 2021</i>
Hugues Corbeau	<i>Membre permanent, IGRH</i>
Corinne Etaix	<i>Membre permanente, coordonnatrice de la MIGT, présidente de la MRAe Normandie et IGRH harmonisatrice</i>
Annie Goumin	<i>Gestionnaire RH</i>
Philippe Gratadour	<i>Membre permanent, IGRH, membre permanent de la MRAe Hauts-de-France</i>
Marie-Chantal Jean-Louis	<i>Gestionnaire budget et logistique</i>
Noël Jouteur	<i>Chargé de mission MRAe Normandie et MRAe Île-de-France</i>
Gina Juvigny	<i>Inspectrice santé et sécurité au travail (ISST)</i>
Dominique Mortelecq	<i>Membre permanent, coordonnateur fonctionnel du réseau des ISST jusqu'en avril 2021, IGRH jusqu'en septembre 2021</i>
Claire-Marie N'Guessan	<i>Inspectrice santé et sécurité au travail (ISST)</i>
Sophie Nicolas-Nelson	<i>Assistante de la coordonnatrice et des membres de la MIGT</i>
Pierre Noualhaguet	<i>Chargé de mission MRAe Hauts-de-France</i>
François Porte	<i>Inspecteur santé et sécurité au travail (ISST)</i>

5 Répartition géographique des IGRH à la MIGT Paris



Hugues CORBEAU IGRH Île-de-France

Directions départementales, agents détachés
Suit les agents en poste dans les services :
DDT et DDCCS/PP Essonne, Hauts-de-Seine,
Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Yvelines,
Val d'Oise, Val-de-Marne
Autres services déconcentrés et opérateurs de
l'État en région Île-de-France
Agents en région Île-de-France (hors
administration centrale)



Philippe GRATADOUR IGRH Hauts-de-France

Suit les agents en poste dans les services :
DREAL Hauts-de-France, DIR Nord, DDT(M)
et DDCCS/PP Aisne, Oise, Pas-de-Calais, Nord,
Somme
Autres services déconcentrés et opérateurs
de l'État en région Hauts-de-France
Agents en région Hauts-de-France



Gérard CHATAIGNER IGRH Île-de-France

Directions régionale
Suit les agents en poste dans les
services :
DRIEAT et DRIHL



Corinne ETAIX

Coordonnatrice de la MIGT
Paris, IGRH, harmonisatrice



Édith CHATELAIS IGRH Normandie

Suit les agents en poste dans les services :
DREAL Normandie, DIR Nord-Ouest,
DIRM MEMN
DDT(M) et DDCCS/PP Calvados, Eure,
Manche, Orne, Seine-Maritime
Autres services déconcentrés et opérateurs
de l'État en région Normandie



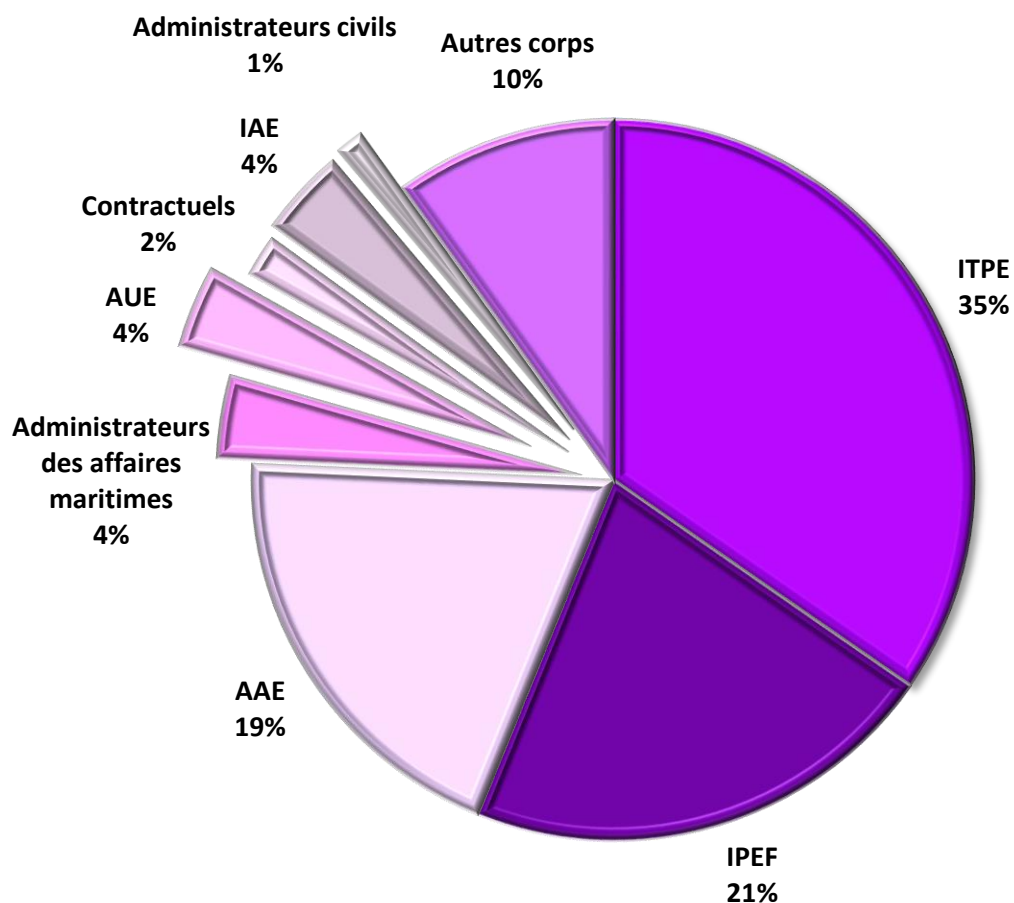
6 Quelques données caractérisant la mission RH de la MIGT Paris en 2021

Au 31 décembre 2021, la MIGT Paris comptait au total 976 cadres supérieurs en poste sur son périmètre territorial, avec la répartition géographique suivante :

Hauts de France	Ile de France	Normandie
263	454	259

La répartition par corps est la suivante :

Répartition par corps



Par ailleurs, 80 entretiens ont été conduits dans le cadre de l'harmonisation des promotions pour émettre les avis sur les propositions des services et établir l'interclassement au sein de la MIGT. Le tableau ci-dessous dresse le détail de ces entretiens promotion :

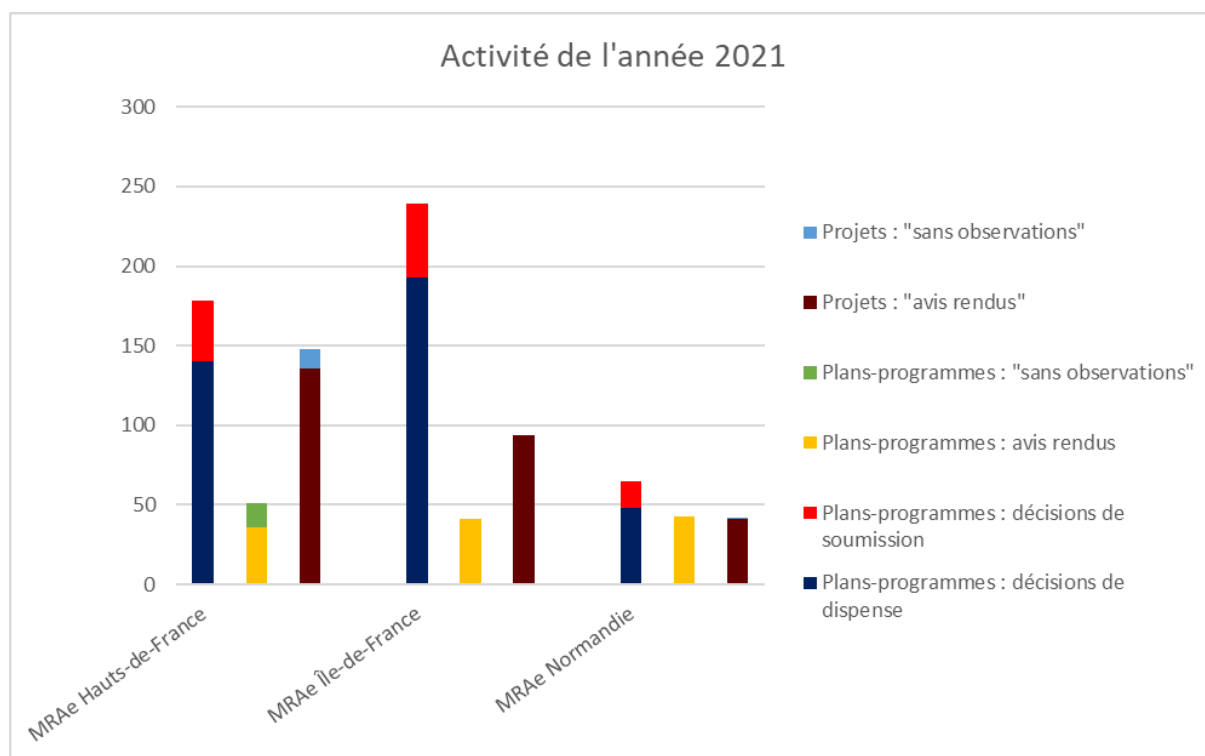
Corps et grade	Entretiens réalisés en 2021 dans le cadre des promotions		
	PNA	détachés (hors emplois DATE)	Total
IPEF	17	14	31
AUE	5	3	8
Attaché principaux	19	0	19
IDTPE	22	0	22
TOTAL	63	17	80

Quelques éléments statistiques sur la situation des cadres dirigeants en poste sur le territoire de la MIGT *

- 112 cadres dirigeants
- 82 hommes / 72 femmes (27%)
- Dont environ 63 sur emploi DATE (27%)
- Age moyen : 51

** hors administration centrale*

7 Répartition des activités des trois MRAe sur l'année 2021



Activité	MRAe Hauts-de-France	MRAe Île-de-France	MRAe Normandie	Total
Plans/Programmes : avis sollicités	51	41	43	135
<i>dont « absence d'avis dans les délais »</i>	15	0	0	
Plans/Programmes : décisions prises	178	239	65	482
<i>dont soumission à évaluation</i>	46	46	17	
Projets : avis sollicités	148	94	42	284
<i>dont « absence d'avis dans les délais »</i>	12	0	1	
Total	377	323	150	901

8 Participation des agents de la MIGT aux collèges du CGEDD

	Aviation civile	Audits et inspections	Construction	Eau et biodiversité	Economie et finances	Energie climat	Logement et cohésion sociale	Management et ressources humaines	Mer, fluvial et littoral	Pollution, nuisances et économie circulaire	Prévention risques naturels et technologiques	Territoires	Transports terrestres et intermodalité
BABA-MABROUKI Farida								1					
BACHELIER-VELLA Isabelle		1			1					1			
BOZONNET Marie-Claire						1			1			1	
CHATELAIS Edith													
CORBEAU Hugues			1					1			1		
ETAIX Corinne		1*		1				1					
GRATADOUR Philippe	1					1							
JOUEUR Noël							1					1	
MORTELECO Dominique		1						1					
NOUALHAGUET Pierre										1	1		
JUVIGNY Gina						1		1					
N'GUESSAN Claire-Marie											1		1
PORTE François	1							1					1
JEAN-LOUIS Marie-Chantal **													
GOUMIN Annie **								1					
NICOLAS-NELSON Sophie **													
Nbre d'inscrits	2	2	1	1	1	3	2	7	1	2	3	2	2

* co-coordonateur du collège

** agents administratifs, inscription facultative

9 Glossaire des sigles et acronymes

Acronyme	Signification
AAE	Attaché d'administration de l'État
AC	Administrateur civil
AP	Assistant de prévention
AUE	Architecte et urbaniste de l'État
CGEDD	Conseil général de l'environnement et du développement durable
CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
CP	Conseiller de prévention
CSATE	Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation
CVRH	Centre de valorisation des ressources humaines
DATE	Emplois de direction de l'administration territoriale de l'État
DDT/DDTM	Direction départementale des territoires / direction départementale des territoires et de la mer
DIR	Direction interdépartementale des routes
DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
DRIEAT	Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement et des transports
HSCDT	Habitat, cohésion sociale et développement du territoire
FIDOR	Fiche d'orientation
IAE	Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement
IAM	Inspecteur des affaires maritimes
IGPDE	Institut de la gestion publique et du développement économique
IGRH	Inspecteur/inspectrice ou ingénieur/ingénieure général(e) des ressources humaines
IM	Ingénieur des mines
IIM	Ingénieur de l'industrie et des mines
IPEF	Ingénieur des ponts et des forêts
ISS	Indemnité spécifique de service
ISST	Inspecteur/inspectrice santé et sécurité au travail
ITPE	Ingénieur des travaux publics de l'État
MTE	Ministère de la transition écologique
MCTRCT	Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales
MIGT	Mission d'inspection générale territoriale
MRAe	Mission régionale d'autorité environnementale
PNT	Personnel non titulaire
VNF	Voies navigables de France

<http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/les-derniers-rapports-r43.html>